

Une longue marche pour lancer le combat contre l'industrialisation de la forêt



Après avoir parcouru la France à pied pendant plus d'un mois, les agents de l'ONF veulent créer un large mouvement contre l'industrialisation des forêts. Une première rencontre a eu lieu le 25 octobre dans la forêt de Tronçais, berceau de la sylviculture, et a débouché sur l'écriture d'un manifeste « *Pour la forêt française, notre bien commun* ».

Source : Gaspard d'Allens pour *Reporterre*

Une longue marche contre le silence

La forêt publique et ses défenseurs ne veulent pas se laisser abattre dans l'indifférence. Depuis le 17 septembre, les gardes forestiers de l'ONF, l'Office national des forêts, ont usé leurs souliers [1]. Partis de Mulhouse, Perpignan, Strasbourg ou Valence, ils ont parcouru plus de 300 kilomètres pour rejoindre ce jeudi 25 octobre la forêt de Tronçais, dans l'Allier, qui abrite l'une des plus belles futaies de chênes du pays. L'objectif ? Dénoncer l'industrialisation de la forêt française et la privatisation de l'Office, qui, sous couvert de restructuration, supprime des postes, pousse à la rentabilité et accroît les coupes de bois.

La marche a duré une quarantaine de jours. Sous les couleurs vives de l'automne, juste avant les premiers froids. Elle a rassemblé près de 2000 personnes qui se sont relayées le long des parcours. Revêtus de chasubles vertes, armés de bâtons de randonnées, les participants ont cheminé à travers les bois, franchi les cols, traversé les villages. « *Avec cette marche, on a voulu s'inscrire dans le temps long* », précise Michel Bénard, syndicaliste à la CGT-Forêt. Il est parti de Perpignan, il y

a un mois, et a sillonné la Montagne Noire, les Causses du Quercy, le plateau de Millevaches... « *On a souhaité changer de mode d'action. Ne pas faire simplement une manifestation éphémère pendant une journée mais remonter lentement le territoire pour alerter la population, aller au contact, échanger en prenant le pouls des résistances citoyennes.* »

Après avoir battu le pavé à maintes reprises et fait rugir les tronçonneuses dans les rues de la capitale, les gardes forestiers ont tiré un constat. Désappointé. L'écho de leur combat peine à se faire entendre. En 2008, les gardes forestiers étaient plus de 2500 à manifester sur le champ de Mars, devant la tour Eiffel, avec leurs uniformes, des cornes de brume et une armée d'arbres en carton. Mais rien, pas l'ombre d'une caméra, d'un reporter embusqué ou d'un citoyen engagé. « *On était aussi isolés que dans nos forêts, se rappelle un syndicaliste. La grève ne suffit plus. Il faut inventer autre chose pour interpeller la société et nourrir le rapport de force. L'imaginaire syndical doit se renouveler.* »

« Il est question de l'avenir des forêts. Notre bien commun à tous ! Le filtre de l'eau, de l'air, notre biodiversité... »

La marche veut participer à ce nouvel élan. Car la situation est grave. En trente ans, 4 emplois sur 10 ont été supprimés. L'ONF est passé de 15 000 à 9 000 employés. Le pourcentage de fonctionnaires ne cesse de diminuer au profit des contractuels. La privatisation, sans faire l'objet de déclaration officielle, se trame de manière insidieuse. Elle est « rampante ».

Parallèlement, la direction prévoit de prélever en 2020 un million de mètres cubes de bois de plus qu'en 2014. La surexploitation des forêts rime avec celle des êtres humains. On compte, à l'ONF, une cinquantaine de suicides depuis 15 ans, des dépressions nombreuses, une perte de sens et une démotivation au travail.

Cette tendance « délétère » se poursuit en ce moment même : « *Lors d'un séminaire de cadres, en septembre dernier, à Paris, la direction a annoncé la suppression dans les cinq prochaines années de 1 500 postes* », écrit l'intersyndicale.

« *Face à ces attaques, les forestiers ne peuvent plus être seuls dans le combat*, assure Philippe Canal, porte-parole du syndicat Snupfen. *L'enjeu nous dépasse. Il va au-delà des corporatismes. Il est question ici de l'avenir des forêts. Notre bien commun à tous. Le filtre de l'eau, de l'air, notre biodiversité.* »

En parcourant la France à pied, les gardes forestiers ont lancé les prémices d'un mouvement plus vaste contre la marchandisation des forêts. « *C'était un pari*, reconnaît Philippe Canal. *Des associations, des collectifs en lutte mais aussi des élus nous ont rejoints. Plus d'un tiers des marcheurs n'étaient pas employés à l'ONF.* »

La convergence ne s'invoque pas. Elle se vit au quotidien et se travaille. Elle s'aiguise. Dans la lenteur des pas réguliers, sous les airs de l'accordéon ou dans les conversations qui s'étirent la nuit. « *On parcourait une vingtaine de kilomètres par jour*, raconte Frédéric Bedel, un syndicaliste qui a fait cinq étapes en Lorraine. *Ça nous a remis du baume au cœur. La marche est propice à la rencontre. On parle de tout et de rien, des espaces naturels sensibles, des batraciens, des chauves-souris, de la sylviculture. En interne, dans la profession, nous n'avons plus de lieu pour échanger sur le sens de ce que l'on fait. On a retrouvé ici la convivialité qui nous manquait. On est sorti du bois.* »

Le soir, les forestiers étaient hébergés chez des habitants ou dans les salles des fêtes. Conférences, concerts, bal folk ont ponctué le parcours. Le film de François-Xavier Drouet *Le Temps des forêts* a été projeté à plusieurs reprises. Il dénonce le management néolibéral de la direction de l'ONF. Son mépris et sa violence.

« Cette convergence, la solidarité entre citoyens et syndicats inquiètent le gouvernement en place »

« *C'est quand nous avons traversé des territoires en lutte où les gens se mobilisent que nous avons été le plus nombreux*, se souvient Michel Bénard. *Près de 80 personnes ont marché entre Meymac et Chavanac sur le plateau de Millevaches.* » Là-bas, les habitants font face à un projet d'usine à biomasse qui menace les forêts locales. Dans le Morvan aussi, les associations mobilisées contre l'enrésinement du massif ont largement participé à la marche.

Le parcours a suivi le chemin des luttes. Passant par le Grand contournement ouest (GCO) et la forêt fraîchement rasée de Kolbsheim, près de Strasbourg (Bas-Rhin). Puis par Bure (Meuse), où le bois Lejuc et ses érables sycomores risquent de disparaître sous le poids des déchets radioactifs. Des opposants au projet de Center Parcs, à Roybon (Isère), se sont également mêlés à la marche à proximité de Valence (Drôme).

Le résultat est positif. Des dizaines d'articles dans la presse locale ont donné une visibilité au mouvement. Un éclat inédit. Mais aussi une force. « *Nous pensons que cette convergence, la solidarité entre citoyens et syndicats inquiète le gouvernement en place. C'est quelque chose d'inhabituel* », relate Philippe Canal. En témoignent les patrouilles de gendarmes qui surveillent furtivement la marche. « *La vente annuelle de bois qui devait se dérouler le 25 octobre à Tronçais a aussi été annulée. La direction a eu peur qu'on la perturbe. Aujourd'hui, elle ne peut plus nous ignorer.* »

Ce 25 octobre, les stands, les forums associatifs et les tables rondes ont remplacé les marchands de bois. Les débardeurs à cheval, les 4x4 des investisseurs. « *Cette journée se veut comme une grande fête, une déclaration d'amour à la forêt* », s'emporte Philippe Canal.

Syndicats et associations environnementales ont cosigné un manifeste « *Pour la forêt française, notre bien commun* ». Ce texte est l'aboutissement politique de la marche, la construction pas à pas d'un mouvement de défense des forêts. Parmi les signataires, Greenpeace, la LPO (Ligue pour la protection des oiseaux), FNE (France nature Environnement), les Amis de la Terre, le RAF, SOS Forêt ou Agir pour l'environnement. Avec les 8 syndicats qui regroupent les personnels de l'ONF (fonctionnaires et salariés de droit privé) ils demandent « *la convocation d'un grand débat sur la forêt* », et exigent un « *droit de regard sur la gestion des forêts publiques* ». « *Mobilisés, vigilants et unis, nous entendons nous rencontrer régulièrement pour débattre des orientations cruciales de la politique forestière, élargir et amplifier la dynamique enclenchée ce jour* », concluent-ils.

Michel Bénard sourit : après un mois de randonnée, il va falloir continuer de marcher.

(1) : La mobilisation est soutenue par l'ensemble des personnels de l'ONF, les gardes forestiers mais aussi les personnels administratifs et les autres corps de métier (aménagistes, « sigistes », commerciaux, ouvriers forestiers, etc.).



Photos du haut : pendant la Marche pour la Forêt, sur le parcours Mulhouse-Tronçais (à gauche) et sur le Strasbourg-Tronçais (à droite). En première page : sur le parcours Perpignan-Tronçais.

25 octobre 2018 - Manifeste de Tronçais

Pour la forêt française, notre bien commun

« La planète Terre n'a pas besoin d'émissions de CO2 supplémentaires. Elle a besoin de résilience et de forêts qui la refroidissent. » C'est en ces termes que le 25 septembre 2017, 190 scientifiques de la communauté internationale [1] ont interpellé les responsables de l'Union Européenne, posant ainsi en termes clairs l'enjeu vital pour la biosphère d'une gestion forestière réellement durable.

La forêt n'est pas un objet de spéculation financière de court terme !

C'est le rempart de nos enfants face à une crise écologique et climatique qui s'emballe. C'est l'eau potable, la biodiversité et la résilience, l'épuration de l'air, le stockage d'une partie du carbone en excès dans l'atmosphère et la possibilité d'en stocker dans le bois matériau. C'est aussi notre lieu de connexion avec la Nature. Renoncer à tous ces bienfaits serait pure folie. C'est pourtant ce qui se profile en Europe et en France, métropolitaine comme dans les départements ultramarins, avec les incitations croissantes à transformer les forêts pour satisfaire des appétits industriels de court terme non soutenables. Comble du cynisme, ces orientations sont présentées depuis le Grenelle de l'environnement sous couvert d'écologie.

Les forêts publiques françaises incarnent particulièrement ces enjeux. Bien qu'elles ne représentent que 25% des surfaces forestières de France métropolitaine, elles correspondent aux coeurs historiques des massifs forestiers. Ce sont des surfaces boisées depuis de nombreux siècles, qui concentrent les écosystèmes les plus matures, et ainsi les stocks de biodiversité et de carbone les plus conséquents de tous les écosystèmes.

Le droit forestier français, vanté dans le monde entier comme une préfiguration historique du concept de gestion durable, consacre la forêt comme bien commun. Il prévoit des outils de protection des forêts privées et publiques par les pouvoirs publics.

Pourtant le principal instrument de cette politique, l'Office National des Forêts, subit un véritable détournement de ses missions d'intérêt général. La privatisation en cours de ses activités régaliennes préfigure la disparition de ce service public et une politique forestière au rabais. Ces évolutions actuelles à l'ONF et celles à l'oeuvre dans le privé menacent de tirer vers le bas toutes les « garanties de gestion durable », en forêt publique comme en forêt privée.

La démarche de privatisation de l'Office National des Forêts, et l'industrialisation croissante qui l'accompagne doivent être reconsidérées au regard des multiples enjeux des forêts pour la société d'aujourd'hui (climat, biodiversité, emploi et économie). La notion de bien commun impose par ailleurs que la société civile prenne part aux décisions forestières, et dispose d'un droit de regard sur la gestion des forêts publiques qu'elle reçoit en héritage et doit transmettre à ses enfants.

Nous soussignés, citoyens et représentants d'organisations concernés par le sort de la biosphère, réunis ce 25 octobre 2018 au pied des chênes pluri-centenaires de la Forêt Domaniale de Tronçais, demandons solennellement la convocation d'un grand débat public, que la forêt française mérite aujourd'hui plus que jamais depuis plus d'un siècle.

Mobilisés, vigilants et unis, nous entendons nous rencontrer régulièrement pour débattre des orientations cruciales de la politique forestière, élargir et amplifier la dynamique enclenchée ce jour.

(1) : https://drive.google.com/file/d/0B9HP_Rf4_eHtQUpyLVlzZE8zQWc/view



Raúl Montenegro

professeur de biologie évolutive de l'Université de Cordoba en Argentine,
lauréat 2004 du Right Livelihood Award (prix Nobel alternatif) et Président de la FUNAM (Fondation pour la défense de l'environnement)



AGIR pour la
BIO-DIVERSITÉ



GREENPEACE

Jean-François Julliard
Directeur général
Greenpeace France



Florent Compain
Président des
Amis de la Terre



Régis Lindeperg



Pierre Athanaze
Président d'Action Nature
Rewilding France

Michel Dubromel
Président de France Nature
Environnement

FORÊT CITOYENNE



